

La **production des données** a été **perturbée** par la mise en place au 1^{er} janvier d'une **nouvelle nomenclature d'activité** (NAF). Cette dernière a nécessité chez bon nombre de partenaires la reconstitution de séries homogènes, qui s'est avérée complexe dans la mesure où certaines activités ont été basculées d'un secteur à l'autre (des services à l'industrie par exemple). Cela a généré d'importants retards dans la publication des statistiques, jusqu'à ce jour. Simultanément, des **phénomènes majeurs sont intervenus dans l'économie mondiale**. Le décalage entre les résultats du 1^{er} trimestre et la réalité vécue étant trop criant, il a été décidé de ne pas publier *L'Indicateur 41* pour le début d'année.

Les entreprises du Loir-et-Cher ont connu un **niveau d'activité encore élevé** au cours du printemps, mais **quelques signes de ralentissement** ont commencé à apparaître.

Globalement, les **chiffres d'affaires** étaient encore **en hausse**, et de manière significative. En revanche, le fléchissement des exportations préfigurait le repli de la demande mondiale. Celui-ci ne semble pas avoir été anticipé, si l'on en juge par le **montant record des investissements**. Ces derniers sont pour beaucoup dans l'accroissement constant et soutenu des importations (machines, équipements, matériel de bureau, etc.). Par ailleurs, le mouvement de **création d'entreprises** ne montrait aucun signe de faiblesse; il a même établi de **nouveaux records** en ce début d'année.

L'aspect le plus négatif de la conjoncture a résidé dans la **contraction brutale du marché du logement**. La **construction neuve** a accusé un repli sévère, avec un volume qui nous ramène 9 ans en arrière, et l'essoufflement des transactions dans l'immobilier ancien s'est confirmé. Cependant, les **nouveaux permis de construire** déposés montraient encore une **bonne résistance** au 2^e trimestre.

L'activité aurait toutefois généré des **besoins en main d'œuvre supplémentaire**: en données corrigées des variations saisonnières, le département **aurait créé environ 1 000 postes de travail au cours des six premiers mois de l'année**, en particulier dans les

services et l'intérim. Les **intentions d'embauche** des sociétés de **travail temporaire** se sont inscrites en revanche en **nette diminution**. Les prochaines données de l'em-

ploi devraient en porter la trace, comme le laisse également supposer la forte augmentation des nouvelles inscriptions au chômage consécutives à une fin de mission. Il en est de même pour les fins de CDD.

Le **marché du travail** a d'ailleurs été assez sérieusement **affecté**. Davantage d'inscriptions et moins de sorties ont entraîné une **remontée du chômage**, particulièrement vive en Vendômois et spécialement forte durant le printemps. Simultanément, on a enregistré un **accroissement sensible du nombre des bénéficiaires du RMI**.

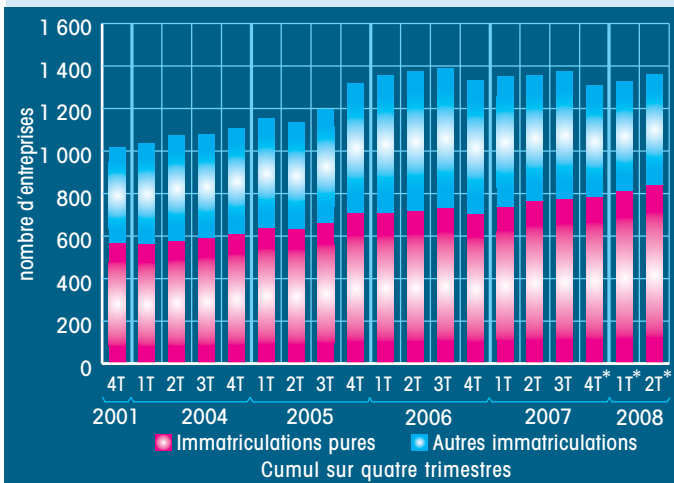
PREMIERS SIGNES DE RALENTISSEMENT

LA CRÉATION D'ENTREPRISES TOUJOURS TRÈS DYNAMIQUE

Selon les données provisoires de la CCI, l'année aurait débuté par un nouveau record en matière de création d'entreprises, avec **489 immatriculations pures** ① au 1^{er} semestre, soit 56 de plus qu'au 1^{er} semestre 2007. En **cumul sur 12 mois**, le total atteindrait ainsi **839 créations**, contre 764 durant la période antérieure (+ 75). La construction (+ 20) et le commerce (+ 48) tiennent toujours une place importante, tant en terme de nombre d'entreprises que d'évolution, mais l'on note également une poussée des créations dans les transports (+ 15), les services aux entreprises et les services collectifs. La position de l'industrie demeure stable.

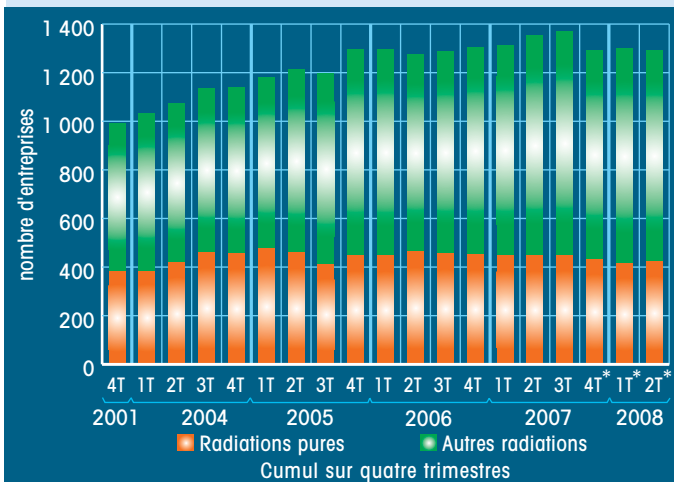
Les **radiations** ② sont désormais quasi-définitives pour **l'ensemble de l'année 2007**. Elles sont **inférieures de 20 unités** à celles de 2006 (433). Le **solde** qui en résulte est sans doute **l'un des plus élevés** jamais atteints : 350 entreprises supplémentaires. Selon les données très provisoires pour le début 2008, les disparitions seraient un peu plus nombreuses, notamment au 2^e trimestre, tout en restant assez éloignées du nombre des créations.

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



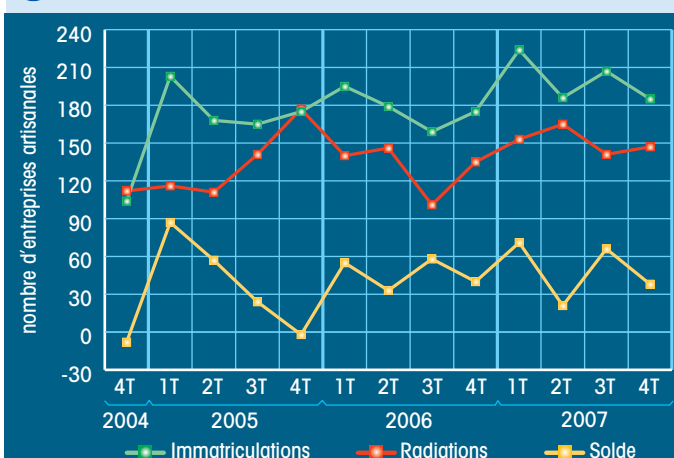
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers
* le suivi des données par l'Observatoire n'est pas encore disponible

LES CHIFFRES D'AFFAIRES TOUJOURS EN HAUSSE AU 1^{ER} SEMESTRE

Sur les six premiers mois de l'année, la conjoncture est restée favorable à l'économie du Loir-et-Cher. En effet, les informations fournies par la Direction des services fiscaux font apparaître un **chiffre d'affaires global** ❶ de **3,07 milliards d'euros** pour les entreprises du département entre avril et juin (2,85 milliards d'euros entre janvier et mars), en **augmentation de 10,9 %** par rapport au printemps 2007. Cette progression est d'autant plus significative que les volumes d'affaires étaient déjà élevés à cette période; mais il convient de rappeler que l'inflation est elle aussi en hausse. En **données cumulées sur 12 mois**, le montant total des chiffres d'affaires s'élève à 11,02 milliards d'euros, soit **7,3 % de plus** qu'au cours de la période antérieure.

Premier signal d'alerte en cas de retournement de conjoncture, le **recours au travail temporaire** s'établit en **repli** par rapport à l'an dernier. Entre avril et juin, l'URSSAF a en effet enregistré **31 179 déclarations** préalables à l'embauche ❷ provenant des agences d'intérim¹, soit **5,2 % de moins** qu'au printemps 2007. Ce recul ne s'est pas encore répercuté sur l'évolution des effectifs occupés par l'intérim (voir p. 5); ils demeuraient en progression à la fin du 2^e trimestre.

La **part des cotisations URSSAF restant dues à l'échéance** ❸ marque une **brusque remontée**: **1,28 %** au 30 juin; c'est la **plus élevée** enregistrée depuis début 2005. La situation financière des entreprises semblerait s'être dégradée, faisant entrevoir la soudaineté et la profondeur de la crise économique et financière. Signalons cependant qu'à compter du 1^{er} janvier, la base des cotisations prises en compte pour les travailleurs indépendants a été élargie. Cet élément pèse peut-être, à la marge, sur les cotisations restant à recouvrer.

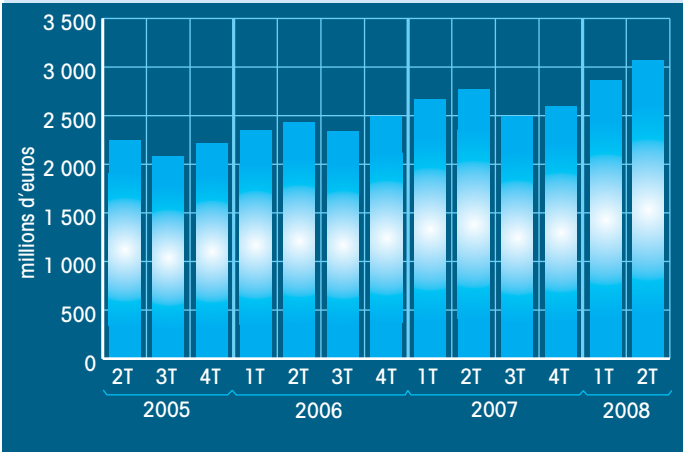
TASSEMENT DES EXPORTATIONS, CROISSANCE DES IMPORTATIONS

Les **échanges commerciaux de marchandises avec l'étranger** ont connu des évolutions contrastées au 1^{er} semestre.

En repli entre janvier et mars, les **exportations** se sont **reprises de 1,6 %** au 2^e trimestre, avec un total de 450,6 M € ❹; une évolution très voisine est enregistrée dans la région. Leur **volume** est toutefois assez **nettement inférieur à celui du printemps 2007 (- 6,4 %)**. En **cumul sur 12 mois**, le **total (1 869,5 M €)** dépasse le précédent de **9,9 %**. On peut souligner à cet égard la grande dépendance du département vis-à-vis de deux branches >>>>

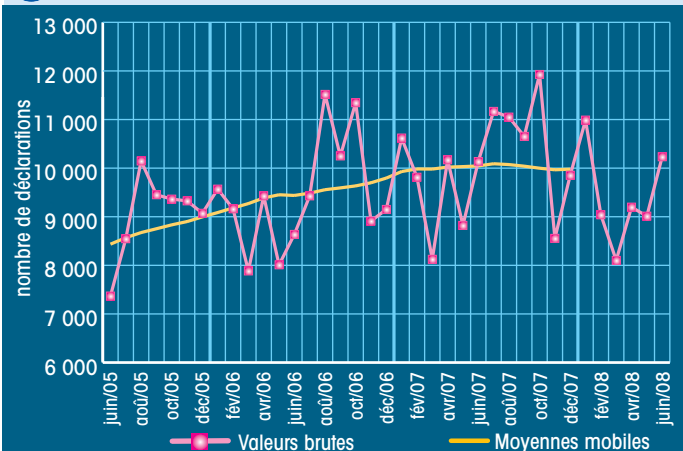
(1) Mise en place d'une nouvelle série avec l'aide de l'URSSAF. Les données ne sont pas comparables avec les statistiques antérieures. Ces informations sont rétropolées depuis 2002.

❶ CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



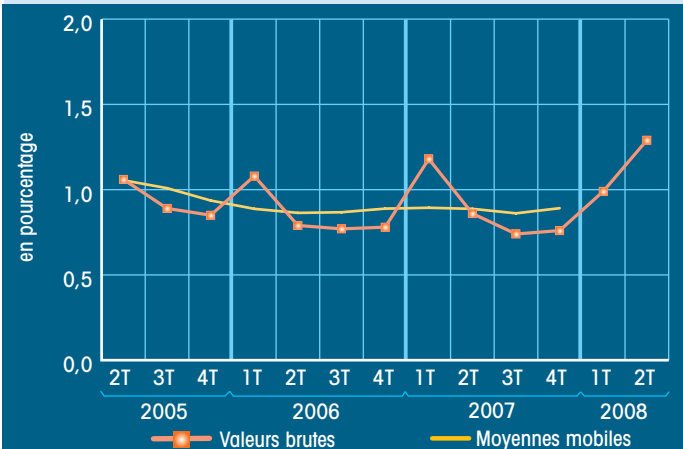
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

❷ RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



Source URSSAF (Services statistiques régionaux) – Déclarations uniques d'embauche.

❸ TAUX DE RESTE À RECOURER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

qui réalisent ensemble 45 % des exportations : la chimie-pharmacie-cosmétologie et les équipements pour l'automobile, or celles-ci ont poursuivi leur tendance positive au cours des 6 premiers mois. À noter également le redressement amorcé en ce début d'année par le secteur de la fabrication des machines et équipements, troisième activité exportatrice du Loir-et-Cher.

Les **importations ont augmenté** au cours des 2 premiers trimestres, pour atteindre 439,7 M € entre avril et juin, qui constitue le **volume le plus élevé** enregistré sur les 12 dernières années. Elles sont en **hausse de 7,3 %** sur 3 mois et de **15,3 %** par rapport au printemps 2007. En **données annuelles cumulées**, le **total** (1 647,5 M €) est **supérieur de 16,5 %** à celui de la période antérieure, alors que pour l'ensemble de la région, l'augmentation est nettement plus modérée (+ 3,1 %). Ces résultats sont tirés prioritairement par la pharmacie-cosmétique, mais aussi par des branches d'activités en relation directe avec l'investissement des entreprises : machines et équipements, instruments de précision, matériel de bureau et informatique.

Compte tenu de l'écart d'évolution entre les flux de marchandises, le **solde de la balance commerciale s'est sérieusement contracté**. Il est cependant encore **excédentaire de 10,9 M €**. Au 30 juin, le **taux de couverture²** n'est que de **102 %** en Loir-et-Cher (108 % pour la région).

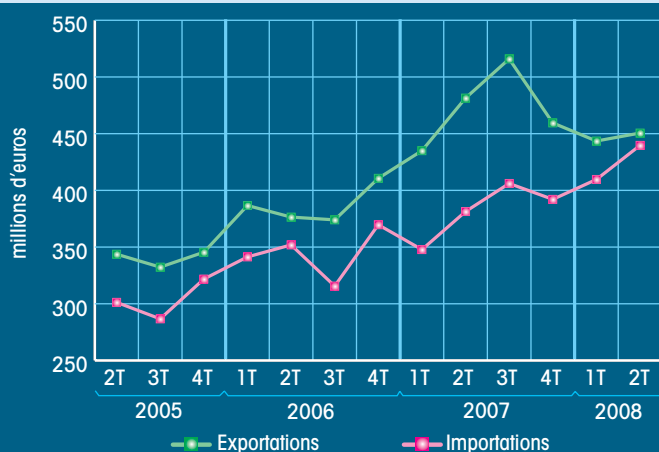
L'INVESTISSEMENT BAT DES RECORDS

Poursuivant sur leur lancée, les entreprises du Loir-et-Cher ont continué **d'investir de façon massive** en ce début d'année **7** : 141,8 millions d'euros au 1^{er} trimestre et **125,8 millions** entre avril et juin, soit **34 % de plus** qu'au printemps 2007. Le cumul atteint 466 millions d'euros sur les 12 derniers mois, en **hausse de 27 %** par rapport à la période précédente. Ces investissements peuvent jouer un rôle important dans la période troublée qui s'annonce, en offrant aux entreprises locales un surcroît de compétitivité.

En revanche, la **construction de locaux destinés aux activités s'est brutalement tassée**, cette évolution tranchant singulièrement avec les résultats précédents. Au cours du 1^{er} trimestre, 20119 m² de surfaces **6** seulement ont été mis en chantier et **28 291 m² durant le deuxième**. Ces **volumes sont les plus faibles des 10 dernières années**. Le **total cumulé sur 12 mois s'établit en conséquence à 171 045 m²**, soit **64 % de moins** que sur la période antérieure (Centre : - 10 %). Le recul touche en priorité l'industrie et la logistique, très en vue jusqu'à mi-2007, mais aussi l'agriculture et le commerce. Les seules notes positives concernent les bureaux et l'enseignement. Les autorisations délivrées sont globalement en net retrait, sauf pour la logistique.

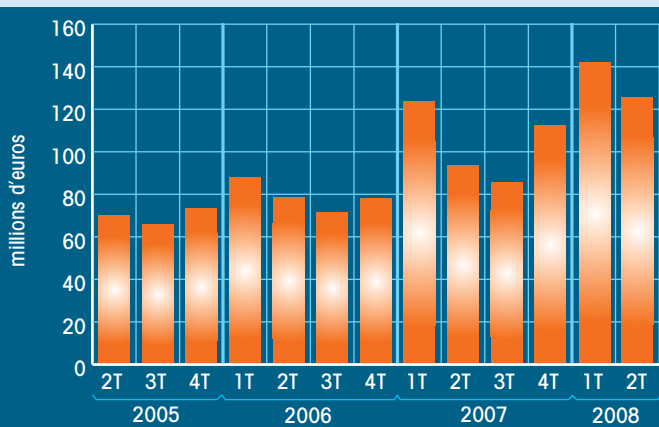
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



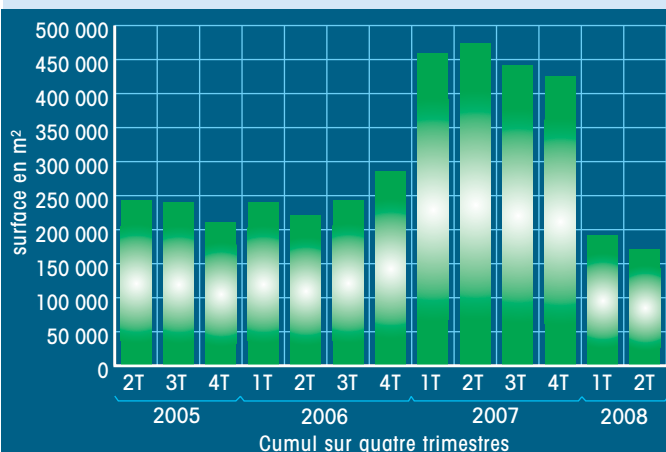
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

Près de 1 000 emplois salariés de plus au 1^{er} semestre

L'évolution de l'emploi salarié du secteur privé non agricole, telle qu'elle ressort des statistiques fournies par l'URSSAF (données provisoires, corrigées des variations saisonnières) est surprenante. Au cours du 1^{er} semestre, le Loir-et-Cher aurait en effet enregistré la **création nette de 970 postes** de travail (670 au 1^{er} et 300 au 2^e), soit une **croissance de 1,2 % en six mois**. Au 30 juin, le département compterait **83 620 salariés**, soit **1,8 % de plus en un an (+ 1 500 postes)** ❶. Ce résultat est très nettement **supérieur à la moyenne régionale (+ 0,5 %)**, mais il **dépasse également la valeur nationale (+ 1,2 %)**. La correction des variations saisonnières est peut-être à l'origine de ce résultat qui apparaît quelque peu en contradiction avec l'évolution générale de la situation économique.

Cette **dynamique ne concernerait** cependant pour l'essentiel que la **zone d'emploi de Blois**. Celle-ci aurait en effet engrangé environ 500 postes nets entre avril et juin et plus de 1 500 en un an (+ 2,9 %). Le **Vendômois**, qui avait connu une hausse importante au dernier trimestre 2007, **marquerait une pause** en ce début d'année ❷ avec en particulier un recul de 0,6 % durant le 2^e trimestre; **sur un an**, il compterait en conséquence **une trentaine de salariés de plus (+ 0,2 %)**. Le **Romorantinais** aurait pour sa part **perdu une centaine de postes** en 3 mois, soit **-0,7 % (-0,3 % en un an)**.

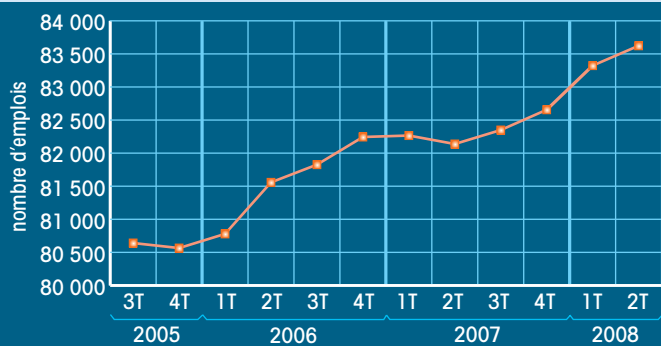
Le **commerce** aurait **stabilisé** ses effectifs, tant au cours des trois derniers mois que sur un an (15 postes de moins) ❸. Les **services** (hors intérim) poursuivraient sur la lancée établie depuis le début de l'an dernier avec un **gain de 75 postes** entre avril et juin, soit + 0,2 %. Sur 12 mois, ils auraient créé 760 emplois nets (+ 2,3 %). **L'industrie** aurait **limité ses pertes** (- 0,1 %) durant le 2^e trimestre; en un an, elle compterait néanmoins 260 salariés de moins (- 1,1 %). **Le bâtiment** serait le secteur qui aurait a priori subi la crise le plus rapidement et le plus fortement: une **centaine de postes supprimés** en 3 mois. En données cumulées, l'évolution resterait encore largement positive avec un gain de 150 emplois (+ 1,8 %).

Le nombre de salariés de **l'intérim** aurait connu une **progression de 6,4 %** au printemps (+ 358 postes); **sur un an**, ils seraient 850 de plus, soit + **16,8 %**. Mais l'orientation devrait s'inverser, si l'on en juge par la chute des intentions d'embauche évoquée précédemment.

La **masse salariale** ❹ des entreprises du secteur concurrentiel en Loir-et-Cher aurait **augmenté de 3,7 %** (en données corrigées des variations saisonnières) par rapport au 2^e trimestre 2007, soit 1 point de plus que l'ensemble de la région Centre. Ces résultats sont inférieurs à la moyenne nationale, qui s'établit à + 4,2 %.

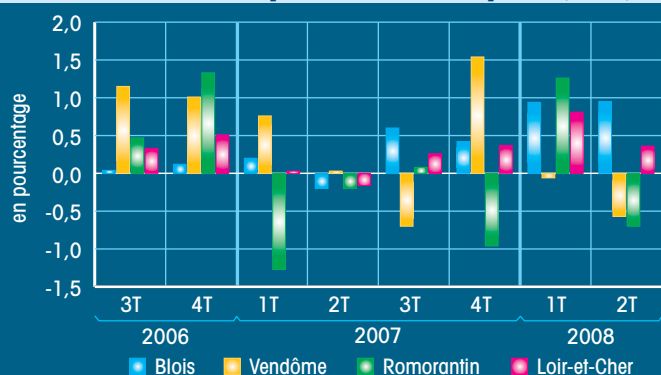
(3) Rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, L'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte la fonction publique d'État et le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



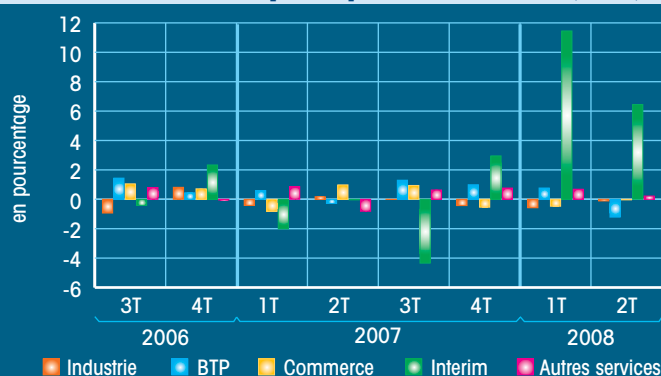
source URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



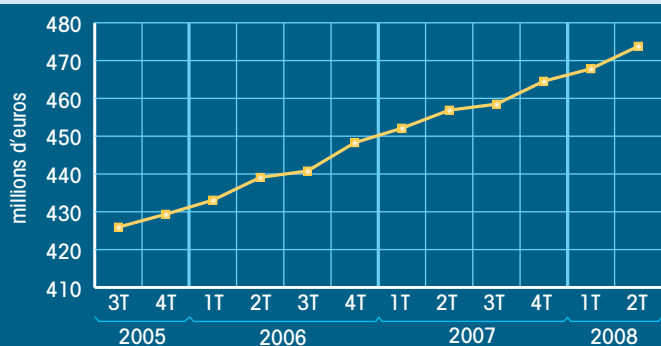
source URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



source URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



source URSSAF de Loir-et-Cher

HAUSSE DU CHÔMAGE

Le chômage est reparti brutalement à la hausse au cours du 2^e trimestre avec une croissance de **3,6 %** en données corrigées des variations saisonnières. Cette évolution est nettement plus marquée que dans le Centre (+ 0,1 %) et en France (+ 1,8 %). En données brutes ①, le Loir-et-Cher comptait **7 944 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 au 30 juin, soit 2 % de plus en un an (région - 1,9 %, France - 2,9 %).

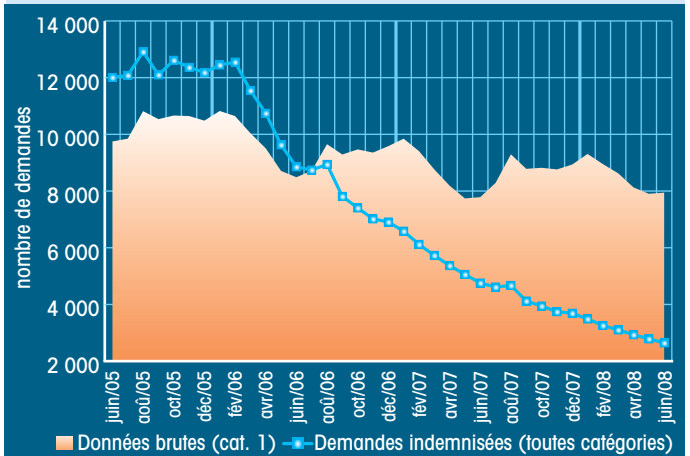
L'évolution départementale est imputable en grande partie à celle de la zone d'emploi de Vendôme où le chômage s'est envolé (+ 14,5 % en 12 mois). Ce constat est de surcroît antérieur à l'annonce de la fermeture de l'usine ThyssenKrupp Sofedit, laquelle ne devrait pas intervenir avant 2009. Toutes les catégories semblaient touchées, les femmes et les jeunes un peu plus cependant (en proportion). En Blaisois comme en Romorantinois (- 0,9 % dans les deux cas), la décrue était toujours à l'ordre du jour, même si le rythme en était très atténué.

L'écart d'évolution selon le sexe s'est nettement réduit (1,1 point), les hommes conservant un petit avantage. Il en est globalement de même entre les tranches d'âge. Le chômage de longue durée recule moins vite (- 7 %) ; un signe inquiétant apparaît avec une hausse pour les demandeurs inscrits depuis 1 à 2 ans. Les **manceuvres** et les **ouvriers qualifiés** apparaissent les plus touchés par le retournement du marché ; situation dégradée également pour les techniciens-agents de maîtrise et, dans une moindre mesure, les ouvriers non qualifiés. L'évolution reste en revanche favorable pour les cadres.

Après un léger répit en fin d'année dernière, les nouvelles inscriptions à l'ANPE, ② ont été de nouveau en augmentation avec un total de **4 289 demandes** au 2^e trimestre, soit **5,9 % de plus** qu'au printemps 2007. Leur volume a crû aussi aux échelons géographiques supérieurs, mais plus modérément (Centre + 4,1 % et France + 3,2 %). Ce sont les inscriptions consécutives à une fin de contrat à durée limitée (CDD et intérim) qui ont augmenté le plus fortement, mais on a aussi enregistré une hausse des licenciements économiques. En données cumulées sur un an les évolutions étaient faibles, à la hausse en Loir-et-Cher (+ 1,2 %), en repli infime dans les territoires de référence. Les flux de sortie des fichiers ③ ont continué à s'amenuiser : 4 623 demandes sorties entre avril et juin, soit **3,5 % de moins** qu'au 2^e trimestre 2007. Ce repli était plus marqué que dans le Centre (- 2,8 %) et le pays (- 3,1 %). On constatait en particulier un recul très important des sorties pour reprise d'emploi (16 % de moins). En cumul annuel, le nombre des sorties était en baisse de **3,5 %** en Loir-et-Cher, de 4,1 % dans la région et de 3 % en France. Il faut souligner que l'écart entre les entrées et les sorties, défavorable à ces dernières, tend à s'accroître.



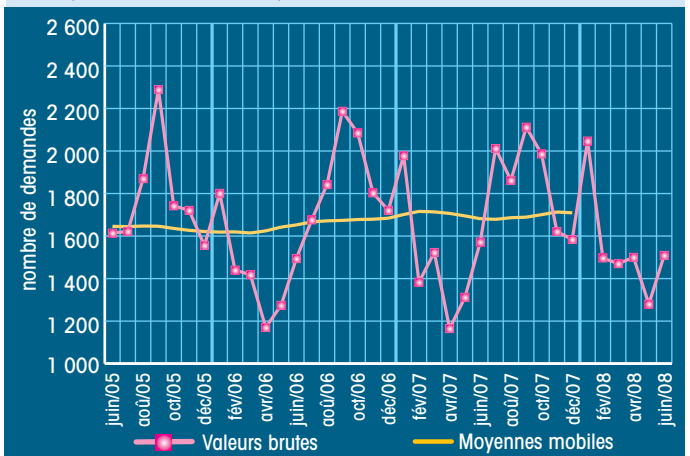
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

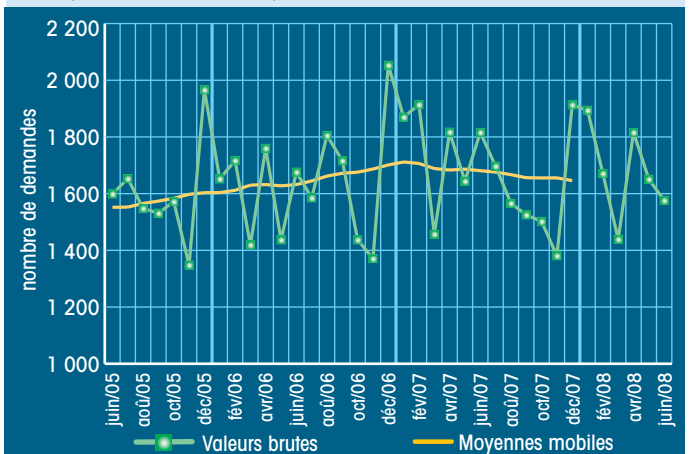
2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

Comme annoncé, les **taux de chômage** ⁴ commencent à être publiés dans leur nouvelle série. Après être passé sous la barre des 6 % au 31 mars, le taux du **Loir-et-Cher** est remonté pour s'établir à **6,2 % au 30 juin**, en dessous de la moyenne régionale (6,3 %) et toujours largement inférieur à celui de la France métropolitaine (7,2 %) ; il a reculé de 0,5 point en un an. Pour les **zones d'emploi**, les écarts sont très serrés : **6,5 % pour le Romorantinais** (- 0,5 point en un an), **6,2 % dans le Blaisois** (- 0,7 point) et **6,1 % en Vendômois**. Ce dernier a subi une augmentation de 0,5 point en 3 mois et le **taux de chômage** y est **supérieur à celui de juin 2007** (+ 0,1 point).

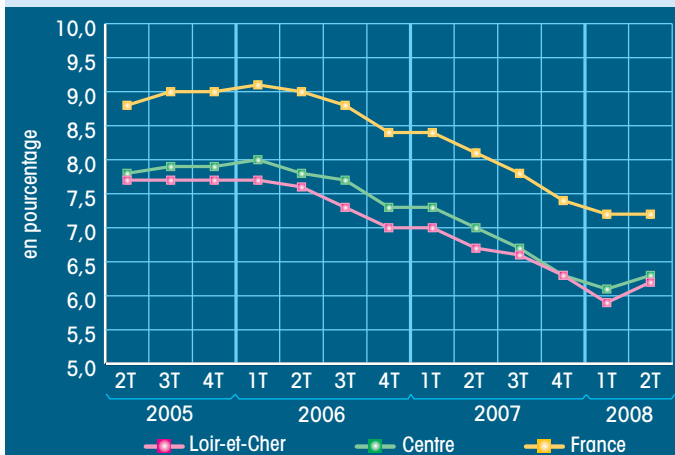
LES OFFRES D'EMPLOI DE MOYENNE DURÉE SONT PRIVILÉGIÉES

Pour l'instant, le volume **d'offres d'emploi** ⁵ collectées par l'ANPE en Loir-et-Cher continue à augmenter légèrement : **4 243 offres** entre avril et juin, soit **2,3 % de plus** qu'au printemps 2007. Mais cette évolution positive ne concerne en fait que les **postes de moyenne durée** (+ 7,4 %), alors que les offres d'emploi durable sont stables et celles d'emploi saisonnier en très net recul. En **cumul sur 12 mois**, le total atteint 16 073 offres, soit **19 % de plus** que durant la période antérieure. La progression est plus modérée dans la région (+ 13 %) et surtout au niveau national (+ 3 %).

Le volume des **intentions d'embauche** est en très léger repli : **16 634 déclarations** ont été adressées à l'URSSAF⁴ au cours du printemps (hors agriculture et travail temporaire), soit 1 % de moins qu'au 2^e trimestre 2007 ⁶. En **cumul sur 12 mois**, le total atteint 66 187 déclarations, en **hausse de 1,8 %** sur le précédent. Cette évolution positive est à porter pour l'essentiel au crédit des **services non marchands** (+ 81 %) ; on note également une augmentation, beaucoup plus mesurée, pour le commerce et la construction. Les intentions sont en **repli accentué** dans les **services marchands** (- 21 %).

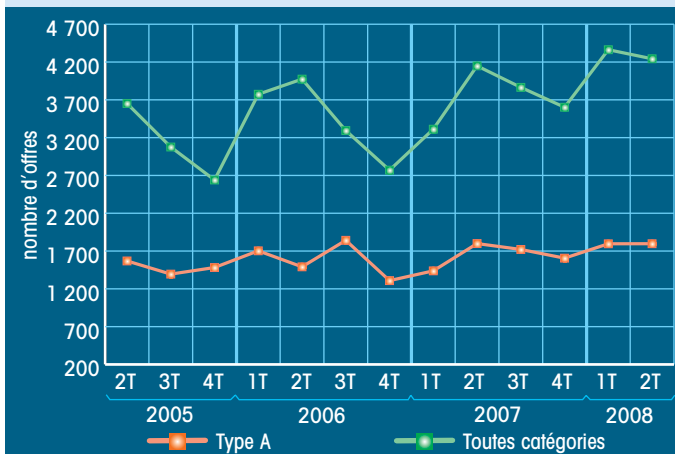
(4) Voir note n° 1 relative à la nouvelle série constituée.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

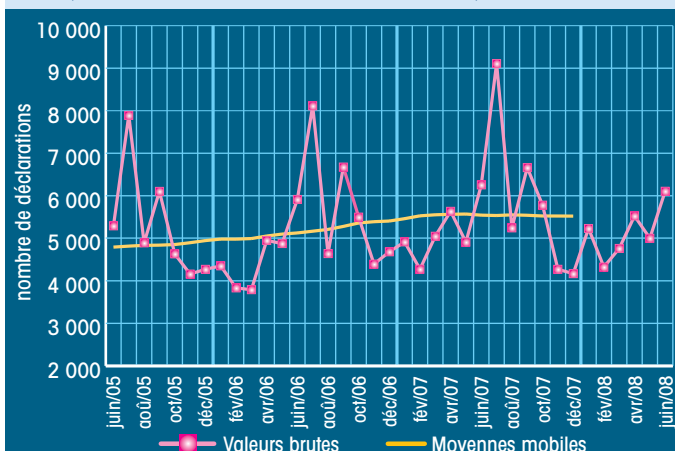
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

6 DÉCLARATIONS UNIQUES D'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

Déclarations comptabilisées au mois d'embauche.

LA PRÉCARITÉ S'ACCENTUE

Signe d'une sensibilité accrue à la conjoncture, le nombre d'**allocataires du RMI ①** est reparti à la hausse très peu de temps après le retournement du marché du travail. Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **4 076 bénéficiaires** payés ou suspendus, soit **3,2 % de plus en 3 mois**. Les effectifs sont encore **inférieurs** à ceux d'il y a **douze mois**, mais **de peu** (- 2,1 %).

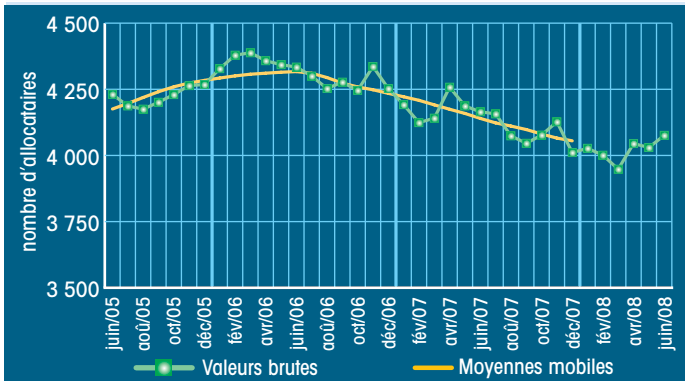
Sujet à de fortes fluctuations trimestrielles, le **suren-dettement ②** doit être observé sur 6 mois selon les analystes de la Banque de France. En Loir-et-Cher, la Commission a reçu **388 nouveaux dossiers** entre janvier et juin, soit **12,4 % de moins** qu'au 1^{er} semestre 2007. Ce résultat est largement plus favorable que celui enregistré au niveau régional (- 2,8 %) ou national (- 0,5 %). Le **total cumulé** sur un an est d'ailleurs en **net retrait** dans notre département: - 9,8 %; le repli est moins marqué dans les territoires de référence (Centre: - 4,7 %, France: - 1,1 %).

RECU PRONONCÉ DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Le Loir-et-Cher, qui avait jusque fin 2007 résisté à la baisse du marché immobilier national, est atteint à son tour. Des conditions de crédits plus restrictives, des perspectives plus maussades pèsent sur les intentions d'investissement des ménages. Ainsi, **310 logements ont été mis en chantier ④** durant le printemps (334 entre janvier et mars), soit le **plus faible total depuis début 1999** (340 de moins qu'au 2^e trimestre 2007). Le repli concerne autant les maisons individuelles (212) que les logements collectifs (98). Le **cumul sur 12 mois n'atteint que 1 730 unités**, ce qui représente une **baisse de 18 %** par rapport à la période antérieure (Centre: - 5 %). Après un creux sévère au 1^{er} trimestre, le volume des nouvelles **autorisations s'est raffermi** durant le 2^e; l'activité pourrait donc se maintenir à un niveau relativement satisfaisant durant les prochains mois.

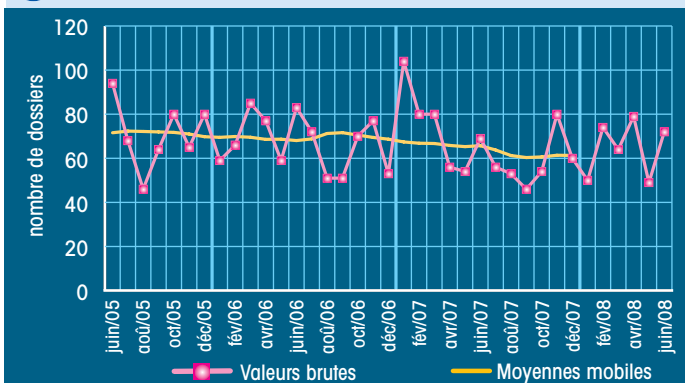
L'**essoufflement progressif** du marché de l'**immobilier ancien ④** se confirme. Le volume des transactions s'établit à **161 M €** entre avril et juin, soit **12,1 % de moins** qu'au printemps 2007. En **cumul annuel**, le total (769 M €) est encore supérieur de 5,2 % au précédent, mais le rythme de croissance a été diminué par 2 sur le trimestre.

① REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



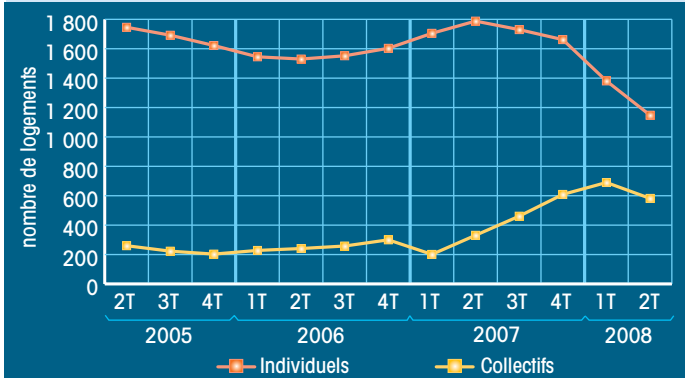
sources CAF et MSA

② DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

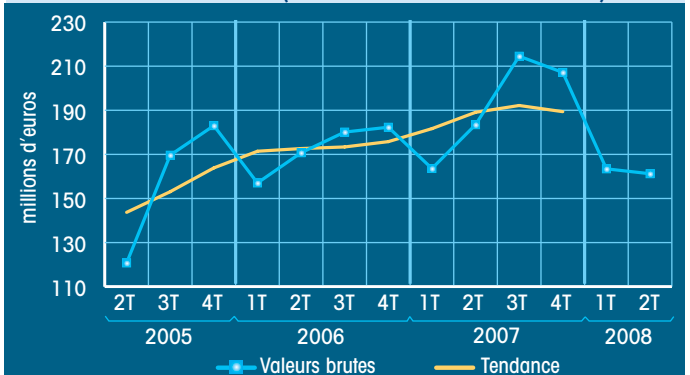
③ LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

④ ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.